



LES NOTES DE SUD

Accès et appropriation des connaissances scientifiques et techniques sur le climat

Les récents évènements sanitaires et environnementaux ont plus que jamais démontré l'importance de la connaissance scientifique pour une prise de décision cohérente et efficace. Dans la lutte contre les impacts des changements climatiques, l'intégration des enjeux d'atténuation et d'adaptation dans la définition d'actions ou de projet nécessite de pouvoir s'appropriier et s'appuyer sur les fondements scientifiques et techniques étudiés depuis des décennies.



© Genes, Peter Blittner

Travail collaboratif sur les enjeux énergie et climat avec les décideurs et décideuses locaux de l'Arkhangai – Programme Cemaaterr

1 UNE SCIENCE CLIMATIQUE DENSE ET COMPLEXE

Le fil histoire de la connaissance des causes et des conséquences des dérèglements climatiques peut être tiré très loin dans le temps. Ainsi, dès 1824, Joseph Fourier, mathématicien et physicien français propose une théorie selon laquelle les gaz de l'atmosphère terrestre augmentent la température à sa surface. En 1896, Svante Arrhenius, chimiste suédois, intéressé par les cycles de glaciation, théorise le lien entre l'augmentation de la concentration du

dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère et l'évolution des températures moyennes à la surface. En 1896, il estime qu'un doublement du taux de CO₂ causerait un réchauffement global d'environ +5°C, soit peu ou prou les estimations actuelles.

En 1988 est décidée la création du GIEC (**Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat**), qui rassemble aujourd'hui 2500 scientifiques issues de 195 pays. Son objectif ? Décrypter et analyser des millions de giga de données climatiques, économiques >>>

LES TROIS GROUPES CONSTITUTIFS DU GIEC

- ▶ **Groupe 1** : Etat des connaissances scientifiques,
- ▶ **Groupe 2** : Impacts, adaptation & vulnérabilité,
- ▶ **Groupe 3** : Mesures d'atténuation des changements climatiques.

Depuis 1990, ces groupes ont produit 5 rapports d'évaluation, 9 rapports spéciaux et 6 documents techniques.

et environnementales pour permettre aux acteurs politiques, financiers et de la société civile d'avoir une connaissance du cheminement qui a conduit l'humanité au contexte climatique actuel, mais aussi des informations à prendre en compte pour comprendre et anticiper les événements futurs.

Pourtant, la science climatique peut être complexe à s'approprier pour des néophytes comme pour des acteurs avertis. L'accès à la connaissance comme le volume de données à intégrer (près de 4500 pages pour le 5^e rapport du GIEC, par exemple) peut rendre complexe l'utilisation concrète de ce savoir scientifique et technique dans les projets ou politiques de développement.

De la même manière, les négociations internationales sur le climat et les productions qui en ressortent doivent permettre aux acteurs terrain comme aux décideurs publics et financiers d'orienter leurs actions en vue du respect des objectifs de l'Accord de Paris. Mais le rythme annuel des négociations et la complexité des textes qui en découlent rendent complexe l'appropriation par les acteurs-rices engagé-es dans la lutte contre les changements climatiques. Ces derniers-ières manquent de traduction de ces savoirs en outils pratiques pour les intégrer dans les analyses contextuelles, et ainsi les transposer dans les actions ou projets.

La commission Climat et développement de Coordination SUD s'est donc interrogée sur le rôle des organisations de la société civile (OSC) pour didactiser les documents scientifiques afin de permettre la mise en place d'une pédagogie d'appropriation de ces contenus. Un travail a alors été engagé, depuis plusieurs années, afin de répondre l'enjeu de la vulgarisation des savoirs techniques et scientifiques par la production de connaissances exploitables dans les projets de développement.

2 L'ENJEU ESSENTIEL DE LA VULGARISATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

- Comment s'outiller pour utiliser la science ?
- Comment déterminer ce qui différencie un projet de développement d'un projet de développement intégrant le climat ?
- Comment mesurer la contribution à l'adaptation d'un projet ?
- Comment s'assurer qu'une politique locale ou nationale intègre efficacement l'information climatique disponible ?

Répondre à ces questionnements est essentiel pour s'assurer d'une action efficace et pertinente des actrices de la société civile. Pour ce faire, les membres de la CCD collaborent avec des réseaux spécialisés afin d'accompagner les OSC, les financeurs et les décideurs-ses publics dans l'appropriation de la connaissance technique et scientifique sur le climat.

Pour s'assurer de l'adéquation des contenus avec les besoins de chaque acteur-riche, et le contexte dans lequel il évolue, la production de contenus scientifique et techniques revêt plusieurs formats.

Des études thématiques impliquant la recherche scientifique, avec des contenus concrets, adaptés et diffusables sur le terrain, sont réalisés en lien avec les réseaux spécialisés existants en France. Dans ce cadre, une première étude a été lancée en mai 2020. Son objectif est de répondre à un enjeu de plus en plus prégnant pour les organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre les changements climatiques : comment mesurer concrètement la contribution à l'adaptation et au renforcement de la résilience individuelle, collective et territoriale d'un projet de développement face aux conséquences des changements climatiques ? Une seconde étude sera conduite en 2021.

Des notes, appelées Notes de SUD¹, synthétiques et accessibles à toutes, permettent de diffuser une connaissance adaptée aux besoins des OSC. Ainsi, une première note, intitulée : « Forêts face à l'urgence climatique : quel rôle pour la protection des forêts dans



© Fern, Atelier

« Forêts face à l'urgence climatique : quel rôle pour la protection des forêts dans l'Accord de Paris ? »

FOCUS SUR LE SECOND ATELIER ORGANISÉ À MADAGASCAR

Les 18 & 19 novembre 2019, le Gret & l'ONG Ran'Eau, appuyés par l'Ambassade de France ont organisé un atelier intitulé : "Déchets, quelles solutions pour nos villes malgaches" ?

Sur le climat, les conclusions sont sans appel : la gestion des déchets doit intervenir dans la lutte contre les changements climatiques. Elle peut y contribuer :

- en participant à l'atténuation en diminuant les émissions de méthane grâce au développement du compostage,

- en diminuant les émissions de *black carbon* en réduisant le brûlage des déchets que ce soit au niveau des ménages ou des zones de dépôts.

Par ailleurs, remettre au sol la matière organique issue des déchets permet de renforcer la fertilité des sols, diminuer les besoins en eau et apporte une réponse d'adaptation face aux changements climatiques.

l'Accord de Paris ? » a été produite dans une perspective de présenter concrètement le rôle des forêts dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris et les difficultés rencontrées par les acteurs qui agissent sur le terrain. Une seconde note a été produite sur les interactions entre biodiversité et changements climatiques.

Des ateliers² sont co-organisés avec des ONG terrain pour une transmission dynamique des connaissances et des échanges entre la communauté scientifique, les acteurs du développement et les décideurs politiques.

1. Retrouvez les deux premières notes éditées : « Forêts face à l'urgence climatique : quel rôle pour la protection des forêts dans l'Accord de Paris », « Biodiversité : l'exigence d'une cohérence des politiques de développement durable »
 2. Plus d'informations sur les premiers ateliers : <https://www.fern.org/fr/resources/ndcs-and-forests-taking-stock-and-moving-ahead-2035/> et https://www.pseau.org/outils/ouvrages/gret_ran_eau_atelier_dechets_ifm_compte_rendu_global_2020.pdf

PRÉSENTATION D'UN PROJET D'UNE OSI MEMBRE ASSOCIÉ À L'AXE

► Cemaaterr, une approche territoriale de la lutte contre les changements climatiques

Le programme CEMAATERR, conduit par le Geres, œuvre à la sensibilisation et à l'accompagnement d'acteur-trice-s locaux-ales dans la structuration et le déploiement de stratégies d'adaptation et d'atténuation qui prennent en compte les interactions des différents bassins de vie. Les territoires accompagnés dans le cadre du projet sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques qui impactent fortement les moyens d'existence locaux à court et plus long terme.

L'équipe du projet s'engage auprès de chaque territoire accompagné pour faire émerger un cadre de planification et de gouvernance territoriale climat-énergie adapté mais aussi des solutions pilotes d'adaptation et d'atténuation dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et foresterie, de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'eau.

► Accompagner l'appropriation des contenus scientifiques et techniques

L'un des premiers défis a consisté à impliquer et coordonner les différents acteurs publics et privés dans la démarche. Pour cela, des outils méthodologiques ont été mis à disposition permettant une appropriation par ces acteurs.trice.s des éléments techniques et scientifiques nécessaires à une construction efficiente de planification territoriale.

En vue d'une construction de stratégies et plans d'action climato-compatibles, des outils et diagnostics ont été développés sur la base de contenus scientifiques et techniques ainsi que des données communautaires locales. La traduction de ces informations sous différents formats (études, cartographies, etc.) a renforcé l'accessibilité et l'appropriation de celles-ci par les différents types d'acteur-trice-s. Des ateliers de restitution des données scientifiques sont également menés pour vulgariser les études et renforcer leur appropriation locale.



Atelier avec les décideurs locaux d'une province du Cambodge – Programme Cemaaterr



Cette publication est réalisée par la Commission Climat et Développement de Coordination SUD. Depuis 2007, et face à l'intensification des conséquences de la crise climatique dans les pays les plus vulnérables, les ONG membres de Coordination SUD qui travaillent sur le climat se sont réunies au sein de la CCD. Elles ont pour objectif de favoriser l'intégration des enjeux d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, en lien avec les objectifs de développement durable, dans les projets de développement.

À cette fin, ses membres agissent par (I) le renforcement des capacités des acteurs du développement, (II) la production de savoir en lien avec le monde de la recherche, (III) la construction de positionnement commun pour une communication et un plaidoyer efficace auprès des décideuses et décideurs français-e-s et européen-ne-s et (IV) le partage et la capitalisation sur les expériences de chacun et chacune.

Elle regroupe les organisations suivantes : 4D, Action Contre la Faim, ActionAid France-Peuples Solidaires, Acting for Life, Agrisud International, ATD Quart Monde, Association La Voûte Nubienne, AVSF, Bolivia Inti-Sud Soleil, CARE France, CARI, CRID, Électriciens Sans Frontières, Entrepreneurs

du Monde, Fondation France Libertés, Fondation GoodPlanet, Fondem, Forim, France Volontaires, Geres, Gret, Initiative Développement, Oxfam France, et WWF. Ainsi que les organisations invitées all4trees, Coalition Eau, Croix-Rouge française, RAC-France, RePR.

Contact : Camille André (Geres)
Email : c.andre@geres.eu
Site web : www.coordinationsud.org

Cette note a été rédigée par Aurélie Levet, Camille André et Lucas Winkelmann (Geres).



Cette note est réalisée avec le soutien de l'AFD. Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de l'AFD.

